

[Text]

saying that you will not respect the sovereignty and the internal integrity of the country to set its own paths and its own laws for everyone. I am not so sure that it is possible, but it is an interesting idea.

The Chairman: We have just had a traumatic experience of heavy handedness by the Americans in the softwood lumber industry in shakes and shingles.

Mr. Devlin: Yes.

The Chairman: So we are more than a little sensitive sometimes, particularly in this committee, about some of our neighbours.

Mr. Devlin: The general public is probably growing quite sensitive to the whole thing, Mr. Chairman.

Anyway, those are the points that we wished to make. Mr. Martial, do you have anything to add?

Mr. Martial: No, I cannot think of anything.

Mr. Devlin: We are still quite interested in the Accord that Mr. Kwinter and Mr. Hockin have struck, and we have been trying to get some analysis of the meaning of it. Maybe we have an example of an earlier Meech Lake Accord because, apparently the major principle is well understood, but how it will frankly spell out is still not that well understood.

The Chairman: We were told that the minister had run into some difficulties in having the Ontario agreement accepted by other provinces—at least one other, but I think more than one—and that meetings were going on with Mr. Hockin and his counterparts in the provinces. So until he comes before us, we do not know anymore than that.

Mr. Devlin: Yes.

The Chairman: But as I understand it, he has been holding consultations with the industry in regard to this matter.

Mr. Devlin: I do not want to make it a red herring, but I wish senators to get a full appreciation of where our industry fits within the accord. We have never had a problem, that I have noted or that members have talked to us about, with the jurisdictional differences between the federal government and the provincial government.

We were not unhappy with the situation. We did have some problems with the jurisdictional dispute that we were into between the OSC, who wanted to regulate certain of our products, and the Superintendent of Insurance. Our view was that we have a regulator, the Superintendent of Insurance of Ontario, and we had an agreement eight or nine years ago to leave him in command regulating our companies, because they were insurance companies, and as long as they were not investments, we felt that it should be left that way.

When Mr. Jim Bailey was the chairman of the Ontario Securities Commission, Mr. Bailey and Mr. Murray Thompson, the Superintendent of Insurance of Ontario at the time, and Mr. Grossman, who was then the Minister of Consumer and Corporate Affairs at that time in the government of the day, sat down with us. We agreed that this is the way that it

[Traduction]

installées aux États-Unis ne peuvent le faire. Mais c'est là un aspect délicat, étant donné que vous ne pouvez enfreindre la souveraineté et le droit d'un pays à légiférer comme il l'entend. Je ne suis pas sûr que nous y pouvons grand chose, mais l'idée est quand même intéressante.

Le président: L'imposition récente d'un droit à l'exportation sur les bardeaux nous a encore une fois permis de constater l'énorme influence exercée par les Américains.

M. Devlin: Effectivement.

Le président: Nous sommes donc particulièrement sensibles—et surtout notre Comité—aux agissements de certains de nos voisins.

M. Devlin: Le grand public est probablement de plus en plus sensibilisé à toute cette question, monsieur le président.

De toute façon, ce sont là les points que je voulais soulever. M. Martial, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Martial: Non, je ne crois pas.

M. Devlin: Nous sommes toujours fort intéressés à l'accord que MM. Kinter et Hockin ont conclu mais nous cherchons toujours à en comprendre le sens. Peut-être est-ce là un autre accord qui s'apparente à celui du lac Meech au sens où le principe de base est bien compris, mais où la façon de l'appliquer est encore fort mal définie.

Le président: Nous avons appris que le ministre avait eu quelques difficultés à faire accepter l'accord conclu avec l'Ontario aux autres provinces—à au moins l'une d'entre elles—et que M. Hockin et ses homologues des provinces continuaient à se rencontrer. Donc, d'ici à ce que M. Hockin compare devant nous, nous n'en savons pas plus là-dessus.

M. Devlin: D'accord.

Le président: D'après ce que j'ai pu comprendre, il a entrepris des consultations auprès de l'industrie à ce sujet.

M. Devlin: Je ne veux pas couper les cheveux en quatre, mais j'espère que les sénateurs vont pouvoir se faire une bonne idée de l'incidence exacte de cet accord sur notre industrie. À ma connaissance, nous n'avons jamais eu de problème, du moins nos membres ne nous en ont jamais fait part, avec la délimitation des compétences entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Nous ne sommes pas insatisfaits de la situation. Nous avons eu certains problèmes en raison de notre désaccord avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, qui veut régir certains de nos produits, et le surintendant des assurances. Nous sommes d'avis qu'étant donné que nous avons décidé, il y a 8 ou 9 ans, de laisser au surintendant des assurances de l'Ontario le soin de réglementer nos compagnies d'assurance, dans la mesure où celles-ci ne se livrent pas à des activités d'investissement, il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit plus ainsi à l'avenir.

À l'époque où il était président de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, M. Bailey a rencontré M. Murray Thompson, surintendant des assurances de l'Ontario à l'époque, et M. Grossman, alors ministre de la Consommation et des Corporations pour discuter avec eux. Nous avons alors convenu que notre façon de fonctionner n'avait pas à être